

SUPPLEMENT DE COURRIER INTERNATIONAL SEPTEMBRE 2010

Avec la crise économique, la persécution et la mort d'immigrants reviennent au premier plan

Les économies impérialistes ont eu besoin d'une main d'œuvre bon marché et abondante dans l'essor de la croissance économique. Ceci, en relation avec la surexploitation des pays dits « du Tiers Monde », a poussé, et continue à pousser, des millions de travailleurs à quitter leur pays d'origine, en mettant en risque jusqu'à leur propre vie.

Ces derniers mois, nous avons vu comment la crise économique, dont on avait déjà décrété la fin, est de retour pour freiner la croissance économique naissante, et menace avec une nouvelle récession dans les prochains mois. Les immigrants, avec les femmes travailleuses et la jeunesse, sont les premiers à subir les conséquences de la crise économique.

Les expulsions de France, de Roms d'Europe de l'Est

Il est vrai qu'en France, il y avait déjà eu des expulsions d'immigrants avant ces derniers mois. De fait, le gouvernement français reconnaît qu'avec les dernières expulsions, le nombre d'immigrants d'ethnie Rom expulsés arrivait déjà au millier, rien qu'en 2010. Toutefois ceci ne représente qu'une petite partie des expulsions que le gouvernement Nicolas Sarkozy a réalisées ; en 2009, le total d'immigrants expulsés de la France s'élève à 30 000. Jusqu'à présent les expulsions de Roms sont supposées être des « retours volontaires », et puisqu'il s'agit de citoyens de l'Union Européenne, ces immigrants peuvent retourner en France et le gouvernement français veut empêcher leur retour. Sarkozy utilise l'argument des différences culturelles, du mode de vie de la population romani, pour revendiquer la nécessité d'expulser ceux qui n'ont pas de moyens continus de subsistance, de travail. Toutefois, cette population se trouve avec un problème supplémentaire pour obtenir du travail et s'établir, le fait que le gouvernement français maintienne la prorogation jusqu'à 2012, de l'exception pour les citoyens la Bulgarie et de la Roumanie, pays incorporés à l'Union européenne en 2007, d'avoir droit à libre circulation comme tous les autres membres de l'UE. Les Bulgares et les Roumains doivent obtenir un contrat de travail dans moins de 3 mois pour pouvoir rester en France. Le gouvernement français prétend en outre d'élargir encore plus cette restriction et la prolonger jusqu'en 2014. Rappelons que la Roumanie est un des pays les plus pauvres de l'Europe, où le Fonds Monétaire International et l'Union européenne ont exigé une réduction de 25 % des salaires des travailleurs de l'Etat, ainsi que des licenciements massifs.

Aux expulsions massives de Sarkozy, tout comme celles qu'a réalisé Berlusconi l'année passée, s'ajoute la proposition urgente de réforme de la loi d'immigration, que le Président français a exposée dans le discours aux policiers le 30 juillet dernier à Grenoble, pour faciliter l'expulsion d'immigrants. Il veut inclure, comme causes d'expulsion, la mendicité « agressive » et le manque de moyens de subsistance, ainsi que la menace à l'ordre public. Il veut appliquer ces mesures aussi à des citoyens de l'Union européenne. Et il a proposé de retirer la nationalité française aux immigrants qui l'auraient obtenu, au cas où ceux-ci attenteraient contre la vie de fonctionnaires publics, en particulier les policiers et les gendarmes. L'objectif de fond de l'attaque ne vise pas seulement les Roms, mais principalement l'ensemble des immigrants et leurs descendants qui ont déjà acquis la nationalité française, qui sont les secteurs les plus frappés par la crise économique.

L'Union européenne a sauté le pas avec la directive de la honte

Le Parlement européen a exigé de la France qu'elle arrête les expulsions massives, puisqu'elles seraient contraires aux lois de l'UE (Union européenne) qui permettent le libre transit de ses citoyens. C'est une hypocrisie de plus de l'UE puisque son président, le Portugais José Manuel Durão Barroso, a déjà défini que la liberté de circulation n'est pas absolue dans l'UE et que dire le contraire créera beaucoup de *Le Pen* (dirigeant de l'extrême droite française). C'est-à-dire, pour que l'extrême droite n'avance pas, il faudrait faire ce qui ferait l'extrême droite.

Sarkozy suit la ligne de Berlusconi et c'est une conséquence du durcissement des lois contre les immigrants qui ont leur origine dans l'Union européenne elle-même. Car, même si ces messieurs du Parlement européen se sont scandalisés avec l'expulsion des Roms, (ou plutôt, un peu plus que la moitié d'entre eux, car le reste a voté contre la dénonciation de la France), ce qui est certain, c'est que la dénommée directive de la honte a été approuvée en juillet 2008 par ce même Parlement. Rappelons que cette directive permet la détention, dans des centres d'internement, d'immigrants « illégaux » jusqu'à un maximum de 18 mois et exige de tous les pays de l'UE l'adéquation de ses législations à cette directive dans un délai de deux ans, ainsi que l'expulsion de tous les immigrants irréguliers dans un délai de 5 ans. Ce que montre le cas de la France, c'est que les attaques contre les immigrants dans l'Union européenne ne se limitent déjà plus aux dénommés extra-communautaires, mais qu'elles commencent à affecter l'ensemble des travailleurs immigrants, d'où qu'ils viennent.

Islamophobie

Une des plus vieilles démocraties européennes, la Suisse « neutre », a voté dans un référendum en novembre 2009 contre la construction de nouveaux minarets (des tours à partir desquelles les musulmans sont appelés à prier). L'extrême droite a convaincu les Suisses - avec l'exclusion de 22 % de la population qui n'a pas le droit de vote, étant immigrants - de voter contre les droits religieux des immigrants, principalement contre les Kosovars et les Turcs qui adhèrent à l'Islam. Cette religion est celle de 4,5 % de la population suisse.

L'attaque contre les droits de la population musulmane s'étend à plusieurs pays européens, où apparaissent différentes lois qui - avec l'argument de « protéger » les droits de la femme, où pour des « questions de sécurité » - interdisent le nihab et la burka, des vêtements qu'utilisent quelques femmes musulmanes, et vont jusqu'à interdire le voile (qui couvre seulement les cheveux) dans les écoles.

Aux Etats-Unis, un pasteur évangélique a menacé de brûler en public des exemplaires du Coran (le livre sacré des musulmans) à l'anniversaire de l'attentat du 11 septembre contre les Tours Jumelles de New York (d'autres l'ont finalement fait).

En Allemagne, Thilo Sarrazin, un membre du Conseil Exécutif de la Bundesbank a publié un livre dans lequel il exposait que la société allemande était en train de devenir moins intelligente à cause de l'augmentation d'enfants d'immigrants musulmans. Il a finalement démissionné de son poste, bien que son livre raciste soit un succès de vente. En outre, quelques jours plus tard, la chancelière allemande Angela Merkel a récompensé, comme défenseur de la liberté d'expression, le caricaturiste danois qui a dessiné en 2005 Mahomet avec une bombe dans son turban et qui a provoqué l'indignation des musulmans.

Geert Wilders, chef de l'extrême droite au Parlement des Pays-Bas, considère que l'Islam est réactionnaire et violent, et il veut empêcher l'entrée d'immigrants musulmans et

interdire le voile et les mosquées dans le pays. Le 11 septembre dernier, il a été la star des mobilisations contre l'Islam du Tea Party des Etats-Unis à New York.

Voilà quelques exemples de l'extension de l'islamophobie, c'est-à-dire la diabolisation de la religion musulmane et de ses partisans de manière non-discriminée. L'islamophobie s'est étendue à partir de l'invasion impérialiste, commandée par les Etats-Unis, en Afghanistan en 2001 et en Iraq en 2003. Depuis lors, elle a été utilisée pour justifier l'agression impérialiste et pour attaquer un secteur des travailleurs immigrants. C'est pourquoi, l'islamophobie est en réalité une expression de plus de xénophobie ou de haine de l'étranger, qui n'est plus seulement une exigence de secteurs de l'extrême droite mais est entrée dans les Parlements et les institutions « démocratiques » avec de plus en plus de pertinence. C'est pourquoi elle fait partie de l'offensive contre les immigrants, et avec le même objectif de chercher des boucs émissaires et de diviser les travailleurs pour parvenir à augmenter l'exploitation, requise pour sortir de la crise économique.

Le massacre d'immigrants au Mexique a son origine aux Etats-Unis

Il est correct, bien sûr, de dénoncer le gouvernement mexicain pour ne pas empêcher les massacres comme celui du 23 août à Tamaulipas. Mais la dénonciation ne peut pas en rester là. Il faut voir pourquoi ce massacre a eu lieu, pourquoi les immigrants arrivent à être kidnappés ou être rançonnés par des organisations criminelles ou par la police mexicaine elle-même, beaucoup de femmes immigrantes étant en outre violées par leurs ravisseurs. On a calculé qu'au moins 10 000 immigrants sont capturés par ces bandes chaque année au Mexique. D'abord, la cause est que la loi sur l'immigration au Mexique est une des plus dures du monde, où elle est déjà codifiée comme délit. De l'autre côté, la frontière des Etats-Unis est militarisée, et en Arizona, en plus de vouloir appliquer une loi qui criminalise aussi l'immigrant, ils comptent avec des shérifs comme Joe Arpaio, qui se consacrent littéralement à la chasse à l'immigrant et au harcèlement de la population latine.

Le principal pays impérialiste du monde veut contrôler le flux d'immigrants à sa convenance. Maintenant, avec la crise économique, la bourgeoisie américaine a besoin d'expulser une partie des immigrants du pays, fermer les frontières, et surtout laisser ceux qui sont le plus menacés, pour qu'ils soient contraints d'accepter les pires salaires et des conditions de travail exténuantes. De fait, les travailleurs immigrants « illégaux » sont la main d'œuvre bon marché dans le pays, principalement dans l'agriculture, et avec la crise, ils ont encore vu baisser leurs salaires qui en soi étaient déjà bien bas. Dans sa campagne électorale, Obama a promis une nouvelle loi sur l'immigration dans laquelle il y aurait une voie pour qu'une partie des 12 millions de « sans-papiers » puissent légaliser leur situation. La crise est passé par-là, avec ses 10 % de chômage et des lois comme celle d'Arizona qui ont l'appui de 60 % des Américains, et la nouvelle loi (qui en réalité ne serait pas plus qu'un emplâtre et qui chercherait objectivement un plus grand contrôle des immigrants) n'est pas passée. Obama a dû freiner la loi d'Arizona, pour le moment, parce qu'elle met en danger la possibilité de continuer à exploiter les immigrants et pénalise les patrons qui les emploient, mais il envoie 1 200 agents supplémentaires de la garde Nationale à la frontière pour satisfaire les secteurs réactionnaires. Cette militarisation de la frontière a été entamée avec Bush, et Obama approuve et approfondit la mesure. Et entre-temps, la Floride et 19 autres Etats annoncent des lois comme celle de l'Arizona contre les travailleurs immigrants.

Criminaliser l'immigration pour diviser les travailleurs

L'attaque contre les immigrants sert à la bourgeoisie pour diviser les travailleurs et les opposer les uns aux autres. Les immigrants deviennent les boucs émissaires des problèmes économiques du pays. Avec la crise économique mondiale, l'attaque aux immigrants s'est aggravée. S'il y a du chômage, que les immigrants s'en aillent, si la santé et l'éducation se détériorent, c'est la faute des immigrants, voilà le discours de l'extrême droite, mais qui a été repris d'une manière ou d'une autre par tous les gouvernements bourgeois. Berlusconi l'a fait directement en liant la délinquance à l'immigration (« *Une réduction des extra-communautaires en Italie signifie moins de forces pour remplir les rangs des criminels.* » - ABC, 27 janvier 2009), et en criminalisant comme délit le fait d'être sans papiers. Des gouvernements comme celui de Zapatero le font, de manière scandaleuse, quand ils parlent de l'importance des immigrants pour l'économie espagnole mais qu'ils mettent des quotes-parts aux enfants des immigrants pour les écoles, limitent l'utilisation des services de santé pour les immigrants non régularisés, imposent des lois qui permettent d'emprisonner jusqu'à 60 jours les immigrants avant leur expulsion, pour le seul fait de ne pas avoir de « papiers », ou imposent, avec l'approbation et y compris l'exigence de la bureaucratie syndicale, des moratoires à la régularisation des immigrants bulgares et roumains qui font déjà partie de l'Union européenne.

La nouvelle escalade contre les immigrants est encore une fois en relation directe avec la crise économique, ainsi qu'avec un fait nouveau : que l'on commence à observer la réponse des travailleurs à l'attaque qu'ils subissent des gouvernements et des patrons. Ce n'est pas que la bourgeoisie ne soit pas intéressée par un plus grand nombre de sans-emploi, l'armée industrielle de réserve dont parlait Marx, mais sa croissance excessive peut donner lieu à des manifestations sociales. En France, Sarkozy a donc pris la question des Roms comme cheval de bataille pour essayer de gagner l'appui d'un secteur de la population favorable aux mesures xénophobes, de façon à diviser les travailleurs qui répondent avec des mobilisations et des grèves aux coupes du gouvernement. Ces dernières expulsions ont lieu au moment où la grève générale était convoquée en France.

Il faut une réponse unifiée de la classe ouvrière contre la crise et contre le racisme

Toutefois, la bonne nouvelle est que les discours et les interventions du président français, contre les immigrants et en particulier contre les immigrants Roms roumains et bulgares, n'ont pas été suffisants pour empêcher les mobilisations d'environ de 100 000 français (77 000 selon la police) le 4 septembre dernier, contre les expulsions, et que trois jours plus tard, la grève générale annoncée ait lieu. Cette grève contre l'élévation de l'âge de la retraite de 60 à 62 ans a été plus suivie que la précédente du 24 juin, et les syndicats ont déjà annoncé sa continuation pour le 23 septembre. Nous pouvons aussi mentionner les protestations qu'il y a eues contre les expulsions en France, devant ses ambassades dans plusieurs pays européens (le Portugal, l'Espagne, la Belgique, l'Italie, la Serbie et le Royaume-Uni). En Italie, après les confrontations racistes à Rosarno contre les travailleurs immigrants africains, confrontations encouragées par des secteurs mafieux, il y a eu des mobilisations en défense des immigrants.

Il faut signaler aussi les mobilisations des latinos, tant en Arizona comme dans d'autres régions des Etats-Unis, contre la fameuse loi contre les immigrants. Les protestations contre cette loi, ou celles qui se préparent dans d'autres Etats, sont en train de créer une indignation en Amérique latine. Les protestations formelles des gouvernements d'Amérique centrale et du gouvernement mexicain contre cette loi ne sont autre chose qu'un soutien à Obama pour qu'il promeuve sa propre loi d'immigration, alors qu'ils acceptent la « collaboration » des Etats-Unis pour contrôler le passage d'immigrants. Il faut une réponse du monde syndical, de la classe ouvrière latino-américaine, contre la discrimination que subissent leurs frères dans le centre de l'impérialisme.

Le 29 septembre prochain, il y aura la Grève Générale en Espagne, où le chômage a dépassé le 20 % de la population active et dans lequel les travailleurs immigrants - avec les jeunes, qui ont un taux de chômage de 40 %, et les femmes - ont été le plus frappés par la crise économique. La réforme du travail, imposée par Zapatero et contre laquelle se fait la grève, prétend précariser encore plus les conditions de travail. Les mesures vont frapper directement les mêmes secteurs mais affecteront l'ensemble des travailleurs si on ne parvient pas à les annuler. Pour cela, la plus grande unité et la continuité dans la lutte dans toute la classe ouvrière sont nécessaires.

Native ou étrangère, une même classe ouvrière ! Ce mot d'ordre est maintenant plus que jamais nécessaire contre les attaques en direction des travailleurs et des secteurs populaires que tous les gouvernements du monde mettent en oeuvre, et spécialement ceux des pays impérialistes les plus touchés par la crise. Que les capitalistes payent la crise !